

## 2 JUSTIFICATION

### 2.1 Contexte

Bien qu'étant un petit pays de la Corne de l'Afrique, Djibouti n'en est pas moins **un des pays les plus géostratégiques de la région**. Sa situation géographique à la pointe de la Corne de l'Afrique et à l'entrée de la mer Rouge, couplée à ses ports et ses zones franches, lui confèrent un rôle clé dans toute la région, notamment en matière commerciale. Djibouti joue également un rôle dans la migration régionale, puisqu'il est un important pays de transit en particulier pour les réfugiés qui fuient les conflits dans la sous-région vers les pays du Golfe, mais également un pays d'accueil important pour les réfugiés. Djibouti est aussi un partenaire solide dans la lutte contre la piraterie maritime et le terrorisme. Ceci a accru l'attractivité de Djibouti pour les forces militaires engagées dans la lutte contre la piraterie maritime et l'islamisme radical.

Djibouti est un pays à revenu intermédiaire avec un PIB par habitant de 3 044 USD<sup>1</sup>. Après un ralentissement de la croissance du PIB en 2020 de 1,3% en raison de la pandémie de la COVID-19, la croissance devrait rebondir et retrouver un taux de 80% en 2022-2025. Le développement économique du pays repose également sur une stratégie ambitieuse d'intégration économique avec l'Éthiopie et, au-delà, avec les pays de l'Intergovernmental Authority on Development (IGAD)<sup>2</sup> et de la Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA)<sup>3</sup>. Cependant le pays est également confronté à bon nombre de défis de nature macro-économique, à commencer par le niveau de sa **dette publique**. Au cours des dernières années, le pays a décidé d'investir massivement dans les infrastructures de transport (ports, chemins de fer, interconnexion d'eau), principalement à travers des **prêts chinois**.

De façon générale, Djibouti demeure un hub de stabilité dans une région en proie à l'instabilité. Préserver cette stabilité apparaît comme une priorité et un intérêt stratégique pour l'UE et ses Etats Membres. Depuis plusieurs années **les investissements européens dans le secteur de l'eau et de l'assainissement contribuent à cette stabilité par l'amélioration de la condition de vie des populations**. C'est en effet un domaine de grande importance pour les autorités nationales – pour les raisons susmentionnées – et le soutien européen dans ce domaine est largement reconnu.

La situation de la ville de Djibouti, hébergeant près de 60% des habitants du pays, est préoccupante en termes d'accès à l'assainissement. En effet les infrastructures sont limitées, souffrent de vétusté et ne couvrent qu'une partie des quartiers de la ville. De plus, la ville de Djibouti est sujette à une forte extension urbaine à l'ouest de l'oued Ambouli avec le développement de la commune de Balbala, d'une population estimée à 300 000 habitants.

Un des objectifs de la stratégie de coopération de l'UE et de son état membre, la France (via l'AFD), depuis plusieurs années est de contribuer de façon significative au développement de l'assainissement liquide de la ville de Djibouti, à travers l'installation d'un réseau d'assainissement collectif dans plusieurs quartiers de Djibouti-ville et le financement d'infrastructures de traitement des eaux usées afin d'améliorer les conditions de vie des populations les plus défavorisées.

Dans le cadre du Plan stratégique de développement de la ville de Djibouti 2020 – 2024, les secteurs de l'eau et de l'assainissement, ainsi que la gestion des déchets solides et liquides, sont des composantes essentielles d'un meilleur développement vert et d'une planification urbaine durable. De plus, le changement climatique, avec son lot de pluies diluviennes et d'inondations, a contribué à la résurgence des maladies d'origine hydrique affectant la santé des Djiboutiens. Par conséquent, l'accès à l'assainissement liquide est maintenant perçu comme une mesure de prévention de la saturation des systèmes sanitaires. La situation est d'autant plus exacerbée par la situation actuelle liée à la pandémie de la COVID-19. Le gouvernement de Djibouti a entrepris des réformes institutionnelles telles que la publication du Code de l'eau (1996) puis par l'adoption en 2006 d'une politique nationale intégrée de l'eau et de l'assainissement, centrée autour de la création de l'Office national de l'eau et de l'assainissement (ONEAD), opérateur unique. L'UE a accompagné ces dernières années cet engagement politique et financier de

<sup>1</sup> Rapport de suivi Banque mondiale – 2019.

<sup>2</sup> Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Ouganda.

<sup>3</sup> Burundi, Comores, RDC, Djibouti, Egypte, Erythrée, Eswatini, Ethiopie, Kenya, Libye, Madagascar, Malawi, Maurice, Rwanda, Seychelles, Somalie, Soudan, Tunisie, Ouganda, Zambie, Zimbabwe.